

ANTIRESSE

N° 407 | 17.9.2023

LE BRUIT DU TEMPS PAR SLOBODAN DESPOT

11 septembre:
le vérifiable et le souhaitable

ENFUMAGES PAR ERIC WERNER


Faire croire à la démocratie:
le modèle suisse

LA LUCARNE D'ARIANE BILHERAN

Dérive totalitaire sur les
enfants: c'est la rentrée!

DOCUMENT: SLOBODAN DESPOT

La lance du guerrier



*Chroniques de la vie humaine
au temps des robots*



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

11 septembre: le vérifiable et le souhaitable

IL Y A VINGT-DEUX ANS, UNE DYSTOPIE GLOBALE FRAPPAIT LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE AVANCÉE: LA «GUERRE CONTRE LE TERRORISME». SON DROIT D'INGÉRENCE DANS LA VIE PRIVÉE ET PUBLIQUE, LES SYSTÈMES POLITIQUES, SÉCURITAIRES ET JURIDIQUES, ÉTAIT ILLIMITÉ. ET SES RÉPERCUSSIONS, INCOMMENSURABLES.

À la fin d'une conférence privée à laquelle j'assistai il y a une quinzaine d'années, le conférencier avait voulu illustrer la difficulté qu'il y avait à faire admettre des évidences factuelles ou historiques à une opinion préconditionnée. En guise de «post-scriptum», il a projeté quelques secondes de vidéo sans rapport avec le sujet du jour. On y voyait, en cadrage serré, un gratte-ciel s'effondrer sur lui-même à la vitesse de la chute libre et disparaître dans un nuage de poussière. Le conférencier, lui-même professeur d'université, expliqua qu'il

avait projeté cette même séquence à ses collègues architectes, spécialistes en génie civil, en statique et en science des matériaux. Sans connaître les circonstances, ceux-ci avaient conclu sans hésiter à une démolition contrôlée. Il n'y avait selon eux aucun autre moyen de faire crouler aussi proprement un immeuble en béton. Mais lorsqu'il leur révélait qu'il s'agissait de la «troisième tour» du 11 septembre 2001, ces experts s'empressaient de tempérer leur assurance ou, simplement, se détournaient sans un mot et

évitait le sujet (ainsi que celui qui le leur avait amené).

Le cas du *World Trade Center* n° 7 a largement «passé sous les radars». Ce «petit» édifice trapézoïdal de 47 étages s'est effondré plusieurs heures après les deux tours principales, sans nul impact d'avion, officiellement à cause d'un incendie causé par des débris en provenance des tours voisines. Il hébergeait, accessoirement, des bureaux et des archives de la CIA. Insinuer qu'on l'a «aidé» à imploser, c'est mettre en doute toute la séquence des événements de cette folle journée à Manhattan. Or les implications de ce doute sont d'une portée colossale. Elles sont à vrai dire insoutenables. Les personnes raisonnables n'entrent pas dans ces spéculations-là. Cela les placerait en opposition diamétrale avec l'ordre du monde où elles vivent — non seulement diamétrale, mais encore *stérile*. Il n'y avait aucun profit envisageable à «sortir du bois». Ceux qui auraient eu la capacité, la détermination et la malice de monter un «faux drapeau» d'une telle envergure eussent préféré faire sauter la planète plutôt que de l'avouer. Le réexamen ouvert et rationnel de cette journée ne serait possible que moyennant un changement radical de régime aux États-Unis et en Occident. Ceux qui ont cru à la causalité inverse — que la divulgation de la «vérité» sur cette journée amènerait à une prise de conscience suffisante pour entraîner la chute du régime —, ont fait preuve d'une dangereuse naïveté. Ils se sont eux-mêmes

désignés comme parias et comme «complotistes», servant en définitive d'épouvantails pour les indécis. Le récit officiel du Onze-Septembre est verrouillé par son énormité même.

VANITÉ DE LA CONTESTATION FACTUELLE

Cela n'a pas empêché des milliers d'Américains de le contester, notamment des architectes et des ingénieurs, avec des arguments scientifiques parfois convaincants. Ces experts mettent le public en demeure de choisir entre la parole du gouvernement et les lois de la physique. Mais ils oublient que pour 95 % des humains, les lois de la physique ne pèsent rien face à l'argument d'autorité. D'ailleurs, elles leur sont de moins en moins familières, ces lois. De plus, personne n'a *démontré* au-delà de tout doute possible que le récit officiel était mensonger, or l'autorité, et ses disciples, s'accrocheront à la dernière virgule statistique pour disqualifier la contestation. Que le passeport d'un terroriste vaporisé se retrouve intact dans les décombres? La probabilité est infime, mais on ne peut l'exclure. Qu'un immeuble se couche comme château de cartes à cause d'un incendie? Invraisemblable, mais pas impossible. Peut-être les entreprises de construction avaient-elles truandé sur les matériaux? Peut-être l'avait-on miné dès sa conception pour simplifier son déblaiement? Nous sommes en Amérique, pays de tous les possibles.

Pays de toutes les libertés et du Premier amendement, aussi — du

moins jusqu'à cet événement pivot dont les séquelles les plus pernicieuses ont mis des années à se cristalliser. On a pu dénigrer les complottistes du Onze-Septembre, mais non les faire taire. Il en fut autrement en Europe. En France, la vigilance fut particulièrement fébrile. Certains se souviennent sans doute de ce qui est arrivé à Thierry Meyssan, l'auteur du best-seller *L'effroyable imposture*, contestant le récit de l'attaque du Pentagone. Quoi qu'on puisse penser par ailleurs du personnage, Meyssan est devenu, des années avant Julian Assange, le journaliste le plus traqué au monde — et pas par les Américains. Il a survécu à une cavale rocambolesque à travers le Moyen-Orient, émaillée de tentatives d'assassinat.

On se souviendra aussi que le géopolitologue Aymeric Chauprade fut renvoyé de l'École de guerre — et privé dans la foulée de ses cours à l'Université de Neuchâtel — pour avoir exposé sans la cautionner la thèse «complotiste» dans son ouvrage *Chronique du choc des civilisations*. Chauprade gagnera par la suite deux procédures contre le ministre Hervé Morin, mais cette censure l'aura poussé à abandonner la voie académique en faveur d'une carrière politique. Son éviction constituait un message clair à la communauté des chercheurs, et que le gouvernement fût pris en faute n'y changeait rien. La violation des droits humains et civiques par les ex-démocraties est devenue une

pratique commune dans le sillage du Onze-Septembre.

L'INCENDIE DU REICHSTAG N'ÉTAIT QU'UNE ESQUISSE

De fait, c'est par ce biais, et uniquement par lui, qu'on peut réfléchir utilement sur ce cataclysme. En se focalisant non sur les modalités et les responsabilités de l'événement — dont l'importance s'évanouit avec le passage des années, en même temps que la probabilité qu'on a de les démêler — mais sur *l'usage* qui en a été fait. Par le prétexte ironique de la «guerre au terrorisme», le gouvernement américain a justifié l'instauration d'un régime de terreur tant sur le plan intérieur que sur le plan global, et ce pour des décennies. En comparaison, l'incendie du Reichstag et son exploitation par les nazis ressembleraient presque à une guerre picrocholine.

Ainsi le *Patriot Act*, qui bafoue une série de droits et libertés fondamentaux du citoyen américain, fut adopté plus rapidement qu'il ne fallait de temps pour l'écrire. Cela ne «prouve» toujours pas que le Onze-Septembre fut «monté» afin d'imposer ce régime, cela signifie seulement que les initiatives liberticides qu'il serait impossible de faire avaler aux peuples en temps ordinaire sont conçues d'avance et attendent leur «fenêtre d'Overton». Ce n'est pas un zèle fortuit, mais bien une stratégie, la *stratégie du choc* détaillée par Naomi Klein dans le fameux essai du même nom. Et que le choc déclencheur soit naturel ou

provoqué a finalement moins d'importance que de voir que des cercles, des comités et des milieux de pouvoir fomentent *constamment* le viol des âmes de leurs contemporains.

Dans le même temps, et sans le moindre indice probant, les États-Unis et leurs alliés déclenchèrent l'invasion de l'Afghanistan, soi-disant afin de traquer Oussama Ben Laden, supposé «cerveau» des attentats, et démanteler son organisation terroriste al-Qaïda. L'opération fut un échec militaire, politique et humain sans précédent. Elle se solda vingt ans plus tard par un retrait précipité de Kaboul et l'abandon d'une quantité faramineuse d'armes et d'équipements, de palettes d'argent liquide et même — ce qui est le pire — des listes de collaborateurs US jetés en pâture aux talibans. Nous en avons rendu compte avec des détails stupéfiants dans «Le tapis afghan» (AP299 et AP300), mais l'ampleur du désastre est telle qu'il faut constamment la rappeler.

De la bouche même de Joe Biden, les États-Unis avaient englouti «plus de deux billions de dollars» dans cette équipée... mais, comme il ajoutait, «vous pouvez retenir le chiffre d'un billion, comme beaucoup disent». On n'en est pas à mille milliards près! De fait, ces cataractes d'argent alimentèrent une corruption systémique déchaînée, au point qu'on pourrait y voir le mobile réel de cette aventure militaire. Jamais, y compris durant la IIe Guerre mondiale, on n'avait vu un tel transfert d'argent des caisses

de l'État vers celles du complexe militaro-industriel.

À la lumière de cette gigantesque noria financière, la désinvolture avec laquelle les dirigeants américains abandonnèrent quelque 75 000 véhicules, 2000 blindés, 208 aéronefs et 600 000 pièces d'armement à l'ennemi en août 2021 se comprend un peu mieux. Ces équipements n'avaient pour eux pas de valeur opérationnelle, uniquement une valeur comptable. Du moment que les fournisseurs étaient payés, on pouvait en disposer et lancer de nouveaux appels d'offres. Le renseignement militaire russe ou chinois pouvait en conclure légitimement que les États-Unis n'avaient ni la capacité ni l'intention de mener une guerre réelle de haute intensité.

Rappelons encore quand même que la «guerre au terrorisme» aurait entraîné, selon le *New York Times*, au moins 37 millions de personnes déplacées dans le monde, mais n'a jamais permis de déférer aucun responsable terroriste d'envergure devant un tribunal. Ben Laden aurait été finalement abattu dans un autre pays, le Pakistan, et son corps jeté à la mer comme si on avait à tout prix voulu étouffer le témoignage du principal intéressé, y compris via son ADN. Quant au déroulé des événements, on est prié de se fier à un film de fiction, *Zero Dark Thirty* de Kathryn Bigelow. Après sa liquidation, al-Qaïda, jusqu'alors l'«ennemi public numéro 1 de l'humanité» pouvait miraculeusement devenir l'alliée des Occidentaux sur d'autres

terrains d'opérations. Dernier élément non dépourvu d'intérêt. Par deux fois — avant 2001 puis après 2021 — les talibans ont éradiqué sans trop de difficulté la culture du pavot et donc de l'héroïne qui a fleuri sous occupation américaine. Cela apparaît comme un coup dur à la crédibilité mais aussi aux finances de la CIA.

«UN MONDE DEvenu MÉCONNAISSABLE»

Il n'est pas simple de trouver le ton juste pour parler du Onze-Septembre quand on est la nièce d'Oussama Ben Laden. Noor Bin Ladin, incidemment citoyenne suisse, l'a fait cette semaine avec beaucoup de dignité. Dans son message, on peut lire notamment ceci: > «Vingt-deux ans plus tard, les conséquences de ce jour fatidique ont changé notre monde au point de le rendre méconnaissable et définissent notre mode de vie. Utilisée contre le peuple américain, cette tragédie a servi à transformer les États-Unis en un État de surveillance de masse. L'appareil de sécurité nationale, créé sous le couvert de "protection" des citoyens américains, a en fait été conçu pour les opprimer. D'autres pays ont suivi le mouvement. Le 11 septembre a également servi de justification pour tuer des millions

de personnes et détruire les peuples du Moyen-Orient. Ces pays ne se sont toujours pas remis des ravages causés par ces guerres.»

De fait, ce communiqué met en évidence l'incidence essentielle du Onze-Septembre sur l'histoire américaine et globale: la prise de pouvoir désormais officielle par l'appareil de sécurité, non seulement aux États-Unis, mais aussi — parfois avec plus de zèle encore — dans les démocraties satellites.

En se lançant dans une tâche impossible — éradiquer le terrorisme — et en justifiant par le terrorisme l'état d'exception, on a fait de cet état d'exception la nouvelle norme juridique de notre existence en Occident. Une norme dont nous voyons aujourd'hui le déploiement dans des domaines très éloignés comme la santé ou l'environnement. Depuis le Onze-Septembre, le pouvoir a arraché aux peuples un chèque en blanc.

Le *onze-septembrisme* a également modifié en profondeur la psychologie des élites occidentales, davantage encore que celle des masses, largement indifférentes à la thématique. La censure et la pensée critique vont intervertir leurs places. La volonté de canaliser et manipuler l'expression sur les réseaux sociaux — autrement dit en place publique —

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

est pratiquement consubstantielle à leur développement, qui s'inscrit dans l'ombre de cet événement fondateur.

Les élites, dans leur grande masse, consentiront à s'automuseler et à ne plus poser de questions, sur rien. Un individu socialement intelligent, après 2001, sera un individu intellectuellement mutilé qui accepte la dissonance cognitive comme un paramètre ordinaire de sa vie. Le comportement de meute abrutie de l'appareil politique, médiatique et médical dans la dystopie covidienne — ou l'hystérie diversitaire — s'explique en bonne partie par l'éducation de la dystopie *onze-septembriste*, qui a scindé les lois de la physique en deux camps opposés: le vérifiable et le souhaitable.

CODA: UNE NOTE D'ACTUALITÉ

Il y a des parallèles intéressants à faire entre les guerres d'Afghanistan et d'Ukraine au point de vue des systèmes de siphonnage d'argent public, mais aussi du profil des *proxys* enrôlés par l'empire américain. En août 2021, comme ils le feront en été 2023 à propos de

l'échec de la contre-offensive ukrainienne, Biden et son satrape otanien Stoltenberg se défaussèrent de leur terrible défaite afghane sur leurs agents locaux en préendant que les Afghans s'étaient trop mollement battus. Il devient de plus en plus éclairant, pour entrevoir l'avenir de M. Zelensky, de se rappeler la fin de règne d'Ashraf Ghani, «notre homme à Kaboul», lui aussi noyé dans la corruption et profondément brouillé avec le réel:

«On a ainsi vu le président fantoche Ashraf Ghani s'enfuir avec quatre jeeps bourrées d'argent. C'est ce même Ghani qui dans un autre siècle prophétisait dans le *Los Angeles Times*: “les Soviétiques ont abandonné l'Afghanistan, l'effondrement du régime fantoche assiégé à Kaboul n'est qu'une question de temps”, sans savoir qu'il se peignait lui-même et ses alliés avec quarante ans d'avance. Ghani n'a pu charger qu'une partie des biftons dans son hélicoptère. Le surpoids a été laissé sur place, a témoigné un diplomate qui se trouvait à l'aéroport.» («Le tapis afghan (1)»)

ENFUMAGES par Eric Werner

Faire croire à la démocratie: le modèle suisse

LA SUISSE, CET AUTOMNE, EST EN CAMPAGNE ÉLECTORALE. C'EST LA PROMESSE DE DÉBATS SANS SURPRISE SUR DES SUJETS SANS IMPORTANCE. L'IMPORTANT EST DE CÉLÉBRER LA LITURGIE DÉMOCRATIQUE EN ÉVITANT LES FAUSSES NOTES. MAIS QUE SE PASSERAIT-IL SI, DANS CES CÉRÉMONIES BIEN POLICÉES, QUELQU'UN SOULEVAIT UNE VRAIE QUESTION?

Au XVIII^e siècle, les philosophes pensaient que la démocratie ne fonctionnait bien que dans les petits, en réalité les *très petits* États: de la taille de la cité grecque par exemple. Elle ne convenait pas selon eux aux grands États. Les gens aujourd'hui haussent les épaules quand on leur dit ces choses. Tout le monde sait qu'on est en démocratie: la France est une démocratie, la Suisse aussi bien sûr, etc.

On dit aussi que ces pays, la Suisse par exemple, sont des «états de droit». Mais là, déjà, cela commence à coïncider. L'Antipresse a consacré il y a une semaine tout un article aux multiples «affaires» impliquant en Suisse les plus hautes autorités de l'État, affaires dans tous les sens du terme(1). Le point intéressant n'est pas tant ces affaires elles-mêmes (encore qu'elles touchent à des domaines plutôt sensibles: santé, terrorisme, affaires étrangères, etc.) que la manière dont elles ont été étouffées, et cela avec la complicité aussi bien des médias officiels que de la police secrète d'État (Fedpol), du parquet national (ministère

public de la Confédération) et même des commissions compétentes du Parlement. On parle de séparation des pouvoirs, or, en l'espèce, c'est le contraire exactement qu'on observe. Tous les pouvoirs se mobilisent pour tirer à la même corde: un pour tous, tous pour un. C'est une solidarité sans faille, au moins face au monde extérieur.

LA VALSE DES APPARATCHIKS

Les personnes susceptibles de commettre des crimes ou des délits dans l'exercice de leurs fonctions en tant que ministres ou hauts fonctionnaires sont ainsi assurées d'une quasi-impunité. Certains essaient bien de prouver le contraire. Ainsi ce procureur chargé d'enquêter sur les fuites à un endroit donné de l'administration et qui de fil en aiguille a été amené à s'intéresser à d'autres choses encore. Il a donc essayé, mais on ne l'a pas laissé aller très loin. Non seulement il a été suspendu, mais il a lui-même été mis sous enquête. C'est tout à fait extraordinaire. Cela nous ramène à la belle époque de Brejnev et consorts. Mais il en faudrait davan-



tage encore pour émouvoir les populations. On ne peut même pas dire que les gens aient peur. La réalité est plus prosaïque: les gens, tout simplement, s'en fichent. Et donc les autorités s'en donnent à cœur joie. Elles respectent le droit tant que cela les arrange, dans le cas contraire elles s'assoient dessus. Circulez, il n'y a rien à voir.

On pourrait le dire sous une autre forme encore. En 2020, un homme, en Suisse, a été victime d'une attaque

au couteau dans un restaurant où il était attablé avec son amie. Son assassin, un islamiste, était récemment sorti de prison. Il était soumis à un contrôle judiciaire, mais ne le respectait pas. Normalement, il aurait dû être réincarcéré, mais le procureur de service en décida autrement. Comme tous les autres États aujourd'hui en Europe, l'État suisse affiche depuis toujours une volonté sans faille de combattre le terrorisme. C'est ce qu'il proclame

haut et fort, mais quand on voit les choses de près, force est de constater que ce n'est pas exactement ce qu'il fait. Si l'on voulait être poli, on dirait qu'il est dans la temporisation. L'amie de la victime a donc déposé plainte contre l'État suisse, lui réclamant des indemnités pour tort moral. On ne sait pas s'il payera ou non. À mon avis non. En attendant, la vie continue. Le procureur a juste été déplacé d'un endroit à l'autre. Il travaillait jusqu'ici au parquet national, il travaille désormais dans le «service de renseignement» de la Confédération (une des branches de la police secrète).

Incidemment, on relève la facilité avec laquelle on passe aujourd'hui d'une de ces structures à l'autre. Un soi-disant procureur peut ainsi très bien se transformer du jour au lendemain en agent secret, c'est le même métier. Tous ces personnels sont interchangeables. Demain, on le retrouvera peut-être journaliste officiel, ambassadeur, etc. Là aussi, toutes les frontières s'effacent. Et donc également tout devient possible. C'est une métaphore de l'État total.

Bref, d'un côté, il y a ce que la *loi* vous dit de faire, de l'autre ce que les *autorités* vous disent de faire. C'est ce que n'avait pas compris ou voulu comprendre le premier procureur. Il fut donc suspendu et mis sous enquête. Le second, en revanche, n'a pas commis cette erreur. De procureur, il est ainsi devenu agent secret: ce dont il rêvait sans doute depuis toujours. On dispose ainsi de plus de temps libre.

UN SYSTÈME BIEN HUILÉ

Le mot systémique étant aujourd'hui à la mode, on pourrait ainsi parler de criminalité systémique. Ce ne sont pas ici les individus qui comptent, mais bien le système. Dans l'article susmentionné, l'Antipresse relevait qu'un des membres du gouvernement suisse avait fait appel il y a quelques années aux unités antiterroristes pour régler une affaire privée. Sans doute considérait-il cela comme normal. Il n'était bien sûr pas seul à le penser. On touche ici à un point essentiel. C'est dans la mesure même où l'on considère certaines choses comme *normales* qu'elles deviennent aussi *possibles*. Et le normal, c'est le commun: je ne suis pas le seul à penser comme ça. C'est ce que je veux dire en parlant de système: système, il est vrai, qui n'a que peu ou pas jusqu'ici retenu l'attention des spécialistes.

Eux, ce qui les intéresse, c'est la politique électorale: qui du «centre» ou du «parti radical» dépassera l'autre aux prochaines élections parlementaires, celles prévues cet automne, et ainsi pourra revendiquer deux sièges au Conseil fédéral: deux au lieu d'un. On retient son souffle. Autre sujet d'importance: la montée de l'extrême droite. En tout état de cause, tous croient que nous sommes en démocratie. C'est l'axiome de base. Lesdits spécialistes n'occuperaient pas le poste qui est le leur (dans les universités, les médias, les think tanks, etc.) s'ils nourrissaient le moindre doute à ce sujet.

En démocratie, dites-vous? Bien sûr qu'on est en démocratie. Il est très dangereux de penser le contraire. C'est d'ailleurs contraire à la démocratie, etc.

Et donc nous assistons ces jours-ci au démarrage de la campagne électorale. À la radio d'État, que j'écoute parfois pendant les repas, ce sont les journalistes eux-mêmes qui choisissent les sujets de discussion. Sans surprise, cela tourne autour du climat, des coûts de la santé, du pouvoir d'achat. On ne parle pas en effet de paupérisation, mais de baisse du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat renvoie au consumérisme. On fait ainsi croire aux gens qu'ils consomment, alors que les deux tiers (et peut-être même les trois quarts) d'entre eux ont tout juste de quoi boucler leurs fins de mois. C'est le cas d'ailleurs bien souvent des candidats eux-mêmes. Eux aussi cherchent une solution à leurs problèmes de fins de mois. Sauf que ces questions-là ne sont que rarement abordées de front. Il serait pourtant intéressant de dire combien touche un député; cela remettrait, comme on dit, l'église au milieu du village. Je ne dis pas que la course aux places et aux prébendes soit la seule motivation des politi-

ciens, mais qui prétendrait qu'elle ne joue aucun rôle?

Les élections, on le sait, servent avant tout à faire croire qu'on est en démocratie. J'écoute donc ces débats, mais très vite je tourne le bouton. Les propos échangés sont d'une grande platitude. C'est un miroir de la non-pensée officielle, personne ne songe seulement à s'en écarter. Je me demande parfois ce qui se passerait si quelqu'un le faisait: en disant, par exemple, ce que je viens de dire. On devrait une fois le faire, juste pour voir. Dire que l'état de droit n'est qu'un mythe. Ou encore, qu'aujourd'hui en Suisse, ce sont les hommes qui sont discriminés et non les femmes. Juste pour voir. Que le tout-numérique rend les gens malades et qu'en plus c'est voulu. Pour les faire travailler plus et gagner moins. Cela aussi, on devrait le dire. D'autres choses encore de ce genre. Cela nous changerait des rengaines habituelles. On a besoin de ça de temps à autre. Sans quoi ce qu'on appelle le débat public n'en est plus réellement un, si tant est qu'il l'ait jamais été. Quant à l'écart avec la réalité, il tend à se transformer en véritable abîme.

NOTE

1. Voir «Suisse: Capitaine Corona s'en va», AP406 | 10/09/2023.



LA LUCARNE d'Ariane Bilheran

Dérive totalitaire sur les enfants: c'est la rentrée!

ENTRE LES «STANDARDS POUR L'ÉDUCATION SEXUELLE» DÉTRAQUÉS DE L'OMS RELAYÉS PAR LES GOUVERNEMENTS, LA BANALISATION DE LA PÉDOPHILIE ET LES TÉMOIGNAGES DE VICTIMES QUI S'ACCUMULENT, NOUS VOYONS SE DÉVELOPPER EN OCCIDENT UN SYSTÈME DE CRIMINALITÉ MASSIF VISANT LES ENFANTS. MAIS ON PEUT, BIEN ENTENDU, AUSSI BIEN LE NIER.

La rentrée en Belgique est mouvementée... Il faut dire que le programme EVRAS dans les écoles n'est pas du goût de tous les parents, et pire, que ces derniers ne sont pas nécessairement réactionnaires, fascistes, complotistes, catholiques intégristes, etc. Et il faut dire aussi que les Belges ont tout de même une petite expérience des dérives

sexuelles de leur classe politique, l'affaire Dutroux les ayant rendus peut-être moins ignorants ou naïfs qu'ailleurs. La ministre de l'Enseignement, et cela ne s'invente pas, s'appelle Mme Désir. À tout le moins, le programme de «pédagogie sexuelle» pour les enfants à la sauce OMS est effectivement très tendancieux concernant le «désir» sexuel

attribué aux enfants. Car, au nom de la «prévention», EVRAS se réfère aux Standards pour l'éducation sexuelle en Europe, un document controversé de l'OMS pour qui des «droits» à la sexualité commenceraient dès la naissance, avec une «matrice» d'enseignements de la sexualité à partir de... «zéro an». Dans le guide EVRAS, il est d'ailleurs question de «niveau de performance», d'apprentissage d'habiletés («savoir-faire que les élèves devront acquérir»), en matière de sexualité.

Ce sont encore des journalistes belges qui nous ont demandé notre avis, à ma collègue Amandine Lafargue et moi-même. Notre livre *Psychopathologie de la pédophilie* parut aux éditions universitaires Dunod il y a dix ans, pour sa première édition. Mme Amandine Lafargue travaille dans l'enfance maltraitée depuis près de vingt ans, et c'est aussi ma première spécialisation professionnelle. En termes concrets, cela signifie rédiger des signalements, être confrontées à différentes horreurs, réaliser des expertises judiciaires, lutter contre les dysfonctionnements institutionnels de la protection de l'enfance, de la justice et de la police, subir les pressions psychologiques, juridiques et fiscales sur certains dossiers, réfléchir sur les conditions de guérison des traumatismes infantiles. J'ai, durant de longues années, été également en charge des formations sur la prise en charge de la délinquance sexuelle pour l'administration pénitentiaire en France.

Mais notre expertise n'était valable que dans le monde d'avant.

Aujourd'hui, il semblerait que nous ne comprenions plus rien à la psychologie infantile, puisque des sexologues (pas tous, fort heureusement!) qui projettent leur idéologie de la sexualité chez l'enfant, sans aucune connaissance du développement psychique infantile, font la pluie et le beau temps dans les officines des ministères de la Santé et de l'Enseignement/de l'Éducation nationale, et les organisations internationales qui donnent les inflexions totalitaires de ce qui est désormais nommé: «santé sexuelle et reproductive».

Certains professionnels et journalistes tout de même s'alarment: un enfant pourrait-il donc avoir un consentement à une sexualité?

UN COLLOQUE DE MISE EN GARDE

Le 13 mai 2023, nous avons organisé à Paris un colloque dont le sujet était «La dérive totalitaire sur les enfants». L'affaire ne fut pas simple: annulation de salles, menaces et calomnies sur nos soutiens et moi-même, invisibilisation, etc. Les interventions de ce colloque sont désormais disponibles. Durant la matinée, nous avons mis en commun nos expertises psychologiques, psychiatriques et judiciaires, entre professionnels de la santé mentale et du Droit, pour bien faire entendre notre désaccord concernant ladite «scientificité» des textes de l'OMS prétendant encadrer dans les pays européens (mais pas seulement) la

supposée «éducation sexuelle» des enfants.

Le Dr Régis Brunod, pédiatre et pédopsychiatre, ancien chef de clinique dans les deux disciplines à la Faculté de Médecine de Paris, ancien Privat-Docent — Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne, nous a expliqué **qu'aucune étude scientifique digne de ce nom ne saurait justifier l'existence d'une supposée sexualité des enfants**, et que nous avons affaire à de multiples confusions, doublées d'ignorance, quant au développement psychique des enfants: confusion entre sensorialité et sexualité, confusion entre l'organe et la fonction, par exemple. Ancien expert psychiatre auprès des tribunaux, le Dr Brunod connaît très bien les profils des pédophiles et leurs discours manipulateurs. Ce qui est malheureux, c'est qu'il identifie le même genre de discours dans... les textes de l'OMS. Auteur du livre *Préserver l'innocence des enfants*, il a rappelé que cette «éducation sexuelle», dont l'OMS impose les inflexions idéologiques dans les différents pays dès la maternelle, ne correspond en rien aux besoins des enfants. Il s'agit de concepts d'adultes, farfelus, projectifs et inadaptés à l'âge des enfants, comme la «masturbation précoce», préconisée pour les enfants de moins de cinq ans.

Ces «programmes pédagogiques», où la sexualité est banalisée en une discipline comme une autre, ne correspondent pas au développe-

ment psychoaffectif de l'enfant. Aucun enfant ne peut consentir à des actes sexuels; il n'en a pas la maturité, et ce sera nécessairement traumatique pour lui. C'était, traditionnellement, le sens de la protection des mineurs dans la justice pénale, lorsque les mots avaient encore un sens.

Régis Brunod rappela que la sexualité, comme tous les apprentissages, se développe en plusieurs stades, à des âges spécifiques, qu'elle nécessite des **acquis préalables** comme l'acquisition de fonctions cognitives, émotionnelles, physiologiques et biologiques, et que le programme contenu dans les Standards de l'OMS (dont, rappelons-le, Bill Gates et la Fondation Rockefeller sont parmi les financeurs principaux) ne correspond pas du tout à ces étapes de développement. Aucun débat, ni avec le public ni avec les professionnels du psychisme de l'enfance. Pire. Selon lui, **les arguments de l'OMS «ressemblent en tout point au discours que certains pédophiles utilisent pour justifier leurs actes»**. La sexualité avec l'enfant y est présentée comme un jeu, sous l'angle du «plaisir», de l'initiation sexuelle, sans violence, en douceur. Pour Régis Brunod, **«c'est exactement la stratégie qu'utilisent les pédophiles s'attaquant aux jeunes enfants: des jeux ou des câlins du registre de l'enfance pour arriver à leurs fins d'adultes de façon anodine.»** Amandine Lafargue, psychologue sociale et psychologue clinicienne, doctorante en psycho-

pathologie, a indiqué que «l'éducation sexuelle» est devenue «une priorité» pour les pouvoirs publics. Ils introduisent «des recommandations qui induisent des normes sexuelles et auront un impact sur les futures générations d'adultes». «À chaque étape du développement des enfants, on a choisi de faire ce qu'il ne faut pas faire.» Mme Lafargue nous a expliqué clairement l'initiation pédophile à la sexualité: «Au lieu de faire de la prévention sur les abus sexuels auprès des enfants, on va les stimuler.» Les parents, mais aussi les professionnels, se voient muselés par l'idéologie du moment. En matière de changement de sexe, les psychologues occidentaux sont désormais censés «accompagner» les mineurs dans leur «transition» et jamais l'interroger.

Le résultat? Les professionnels de la santé mentale reçoivent des enfants pris dans une grande confusion psychique, heurtés dans leur développement, pour ne pas dire: traumatisés par l'exposition à des images crues, pornographiques, à l'école. Le constat de Mme Lafargue est que ces enfants ont subi *une effraction traumatique* parce qu'on leur a montré trop tôt des sujets d'adultes qu'ils ne pouvaient pas se représenter. **Dans l'ancienne terminologie, cela s'appelait «détournement de mineur».** Si l'enfant se tait, cela ne signifie pour autant pas qu'il ne subit pas de dommages psychiques de ces «enseignements»: «ces effractions auront un impact durant toute la vie», sans compter

les dangers de «l'imitation» et de la reproduction sur d'autres enfants de ce qui a été «appris» si savamment à l'école. J'ai, à la fin de mon livre *L'imposture des droits sexuels*, publié un témoignage d'un jeune homme dont la sexualité est devenue souffrance à la suite de ces dits «enseignements», à une époque où ils étaient tout de même moins explicites qu'aujourd'hui.

Virginie de Araújo-Recchia, avocate et auteur du livre *Protéger les mineurs de l'idéologie totalitaire. «Éducation sexuelle» et changement de mœurs*, a insisté sur le fait que «les enfants sont visés en particulier, dans le cadre d'un **processus de contrôle social et de planification du changement de comportement**». Les «droits sexuels» de l'OMS sont une idéologie qui vise à faire changer la société par le détournement des mœurs, pour modifier les lois ensuite. Une coutume internationale est en train de se mettre en place, sous endoctrinement et propagande d'influenceurs, et pourrait bien, à force, supplanter la Loi qui jadis protégeait les mineurs. Car tel est manifestement le projet de l'OMS: établir une législation internationale des «droits sexuels» des enfants, où ces derniers pourront être «citoyens sexuels» et donner leur consentement en matière de sexualité. Dans le glissement totalitaire actuel, les enfants deviennent explicitement «les objets de l'État», et les parents sont progressivement dépossédés de l'autorité parentale qui permet

taït, traditionnellement, de protéger les enfants.

La conclusion des experts de ce colloque a porté sur la nécessité d'arrêter immédiatement les expérimentations sur les enfants dans les milieux socialisants: **«l'éducation sexuelle» doit être arrêtée, elle n'a rien à voir avec de la prévention. La sexualité ne doit pas être enseignée aux enfants.**

Aujourd'hui, nous voyons fleurir une ingénierie sociale et une propagande d'influenceurs sur une «pédophilie douce». On est prié de diriger sa compassion vers les agresseurs (ces pauvres qui sont «nés comme ça», qui souffrent, etc.), et non plus vers les victimes. En attendant, dans les faits, les peines de prison sont de plus en plus dérisoires en France. Je me souviens du verdict sur une patiente qui avait refusé de présenter l'enfant violé à son père, durant le temps de la procédure pénale (plainte pour viols sur mineurs), et qui avait pris six mois avec sursis, le même tarif que le pédophile qui avait agressé douze fillettes, et ce, le même jour...

50 TÉMOIGNAGES DE SURVIVANTS DES ABUS RITUELS DANS LES MILIEUX DE POUVOIR

Notre amie journaliste Ceri, qui depuis de longues années réalise un travail d'investigation remarquable non seulement sur les réseaux pédo-criminels mais aussi sur le recyclage des nazis depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale, et les cartographies des acteurs financiers des

«droits sexuels» des enfants, a entrepris de traduire des témoignages particulièrement insoutenables.

Ces témoignages rapportent des expériences extrêmes de violence sur des enfants dans des contextes occultes et sectaires de pouvoir, impliquant une mafia mondiale de la pornographie et des *snuff movies* violentant des enfants. Comme d'habitude, une campagne médiatique a été lancée pour étouffer ces témoignages. Pour autant, cinquante survivants du monde entier partagent leurs expériences et exposent la réalité de la violence rituelle, ses liens avec le pouvoir occidental et les méthodes utilisées pour le contrôle mental. «Surtout, ils expliquent comment fonctionne le système global de corruption et de destruction de la société, dont ils ont été, enfants, les premières victimes. Parce qu'aujourd'hui le trauma est organisé à grande échelle, il est crucial de diffuser ces témoignages. [...] C'est ce système qui tient le monde occidental, qui corrompt tout», nous dit Ceri.

La première réaction psychique, tout à fait naturelle et compréhensible, est de rejeter ces témoignages comme étant des balivernes. Lorsque de tels dossiers sont arrivés sur mon bureau, en tant que psychologue, j'avais effectivement le choix de ne pas les lire, de ne pas écouter les victimes, et de me dire que j'avais affaire à un «délire». J'ai reçu des témoignages, durant des années, d'expérimentations (notamment sur des bases militaires) sur des êtres

humains, des épisodes de sadisme sexuel sur des enfants pratiqués en réseau.

Il est important de souligner aujourd'hui le courage de ces survivants qui témoignent. Et de relayer leurs témoignages, qui ont à mes yeux davantage de valeur que des films de fiction à succès. Ils sont, et pour cause, censurés, invisibilisés, raillés et étouffés.

Écouter un survivant de traumatismes nous transmet une partie de la charge traumatique. Mais je crois qu'il est de notre responsabilité de comprendre aujourd'hui que, si le monde est devenu si chaotique, c'est bien en raison de la toxicité de ces structures de pouvoir, en particulier en Occident, et donc d'ouvrir les yeux et les oreilles sur une réalité qui demeurerait jusque-là sous le tapis. Certains de ces témoignages dénoncent les méthodes déployées sur les populations depuis 2020,

et y voient des similitudes avec ce que ces personnes ont vécu en tant qu'enfants: dissociation traumatique, propagande, messages paradoxaux, contrôle mental des masses, etc. Le lecteur pourra à ce sujet se reporter à deux émissions, l'une sur le contrôle mental, les origines et le projet, et l'autre sur le transhumanisme, l'eugénisme et le totalitarisme sexuel sur les enfants.

La semaine prochaine, je vous proposerai un entretien avec Anneke Lucas, une rescapée des abus rituels dans les milieux de pouvoir. Elle nous parlera aussi de son point de vue sur cette fameuse «pédagogie sexuelle» qui fait aujourd'hui tant de vagues en Belgique.

- Les 50 voix contre les abus rituels; en français; en anglais; en espagnol
- Photo de Guillaume Piron sur Unsplash.

DOCUMENT: Slobodan Despot

La lance du guerrier

PRÉFACE À *PSYCHOPATHOLOGIE DU TOTALITARISME* D'ARIANE BILHERAN.

Le guerrier né n'a qu'une ambition: livrer le combat parfait. Sa vie durant, il aura préparé ce rendez-vous. Des années d'exercices, de renoncements, de mortifications, d'affûtage pour quelques batailles voire quelques minutes de résistance face à une force écrasante en nombre. Il ne pense pas à l'issue, l'important est de s'être battu dignement et d'avoir fait honneur à son étendard et à ses maîtres. Victoire éclatante ou sourde défaite, peu importe: l'écho restera, car il y a toujours des témoins. Or l'écho se muera en geste et la geste deviendra mythe. Et le mythe, qui sait quand, aidera d'autres guerriers à rester debout quand tous s'agenouillent, à s'accrocher aux ultimes filaments d'espoir quand tout paraîtra perdu.

Le livre que vous avez entre les mains est le résultat de cette discipline et le guerrier, cette frêle femme d'une érudition rare. Une vie d'observation de la psychologie humaine, théorie et pratique. Une vie encore — et peut-être plusieurs autres avant elle — d'étude des idées, des croyances et des principes qui hissent notre espèce au-dessus de la vie végétative. Des séries d'ondes de choc qu'on imagine, émotives, intellectuelles, existentielles, reliant les auditoires feutrés de la rue d'Ulm aux confins de la forêt tropicale dans un exil dont le tracé géographique

n'est qu'un pâle reflet du voyage intérieur accompli.

Tout ça pour ça. Se confronter, en l'an 2020, à la psychose sanitaire globale et comprendre aussitôt ce que cela veut dire et où cela mène. Absorber pleinement cette expérience d'une bifurcation brutale dans la dystopie totalitaire, qui nous a tous désarçonnés, pour la rapporter à l'ensemble de notre vécu des deux ou trois derniers siècles. En faire une clef pour comprendre l'essence même de ce qu'il est convenu d'appeler la Modernité. S'arrêter, sans détourner les yeux, au bord de cet abîme — ou de ce miroir — d'où nous contemple le visage hagard d'une espèce *intrinsèquement malade*. Et poursuivre, sans se démonter, avec l'allégresse du *gai savoir* qui enfin s'avère et se justifie, un travail d'interprétation et de témoignage qui était sans doute le sens du fil que cette Ariane-là tenait à la main, depuis toujours. Et voici à quoi il nous a menés, ce fil.

— • —

Je suis heureux d'avoir pu accueillir dans l'*Antipresse*, en 2021, le mini-feuilleton qui a servi d'esquisse à cette *Psychopathologie du totalitarisme*. Je n'avais jamais rencontré Ariane Bilheran autrement que par ses écrits. Le sujet qu'elle proposait là était délicat et encombrant. Le totalitarisme m'était familier, je suis «né dedans», dans

l'ex-Europe de l'Est. La psychopathologie, moins, surtout à l'échelle des sociétés. Quelle passerelle Ariane Bilheran allait-elle bien pouvoir tendre entre le tourment des personnes et la dérive des collectivités? On s'aventurait dans l'inconnu, mais j'avais confiance. Nous allions enfin, me disais-je, placer le phénomène totalitaire à sa juste place.

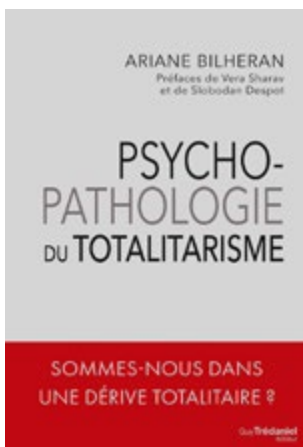
Faire du totalitarisme un sujet de science politique revient, en gros, à expliquer les *Fleurs du Mal* par la phonologie. La pensée académique s'y est complue, avec cette aptitude comique qu'elle a de trouver des réponses affûtées à des questions oiseuses, éviscérant au passage l'objet de son étude pour faciliter la tâche au taxidermiste. Combien de traités savants ont été écrits au sujet du totalitarisme, et que nous ont-ils appris?

Peu de chose. Notre connaissance du phénomène vient de l'imagination littéraire — qui s'incarne toujours en des destinées concrètes — et du témoignage humain. Là, Dostoïevski, Zamiatine, Klaus Mann, Koestler, Huxley. Ici, Arendt (sur Eichmann ou sur sa propre vie), Souvarine, Alexandre Wat. A l'intersection des deux — littérature et vécu —, Soljénitsyne, Orwell et, avant tout, Zinoviev. Alexandre Zinoviev a commencé par inventer un genre littéraire à part, avec son énorme sottise des *Hauteurs béantes* — avant d'en élaborer une sociologie et même une logique,

dans ses tout derniers ouvrages. C'est le seul esprit, à ma connaissance, qui ait su à la fois extirper l'abstraction du particulier et éclairer le particulier par l'abstraction. Mais Zinoviev est incompris des littéraires et cordialement haï de l'université.

Voilà en quoi la contribution d'Ariane Bilheran est singulière. Sans être littéraire, elle s'appuie sur la littérature — à ce jour, le meilleur moyen de connaissance de l'énigme totalitaire. Cela lui permet d'appliquer sa connaissance des ténèbres individuelles à ces éclipses collectives du sens et de la raison que sont les éruptions totalitaires. En la lisant, nous sortons avec soulagement du débat politique. Certes, le national-socialisme nous servira d'étalon et de prototype. Mais il n'est que le symptôme d'un

mal bien plus vaste et plus profond. Qui se servira, comme Zinoviev l'avait bien pressenti, de n'importe quelle dénomination politique, religieuse ou morale pour contaminer les masses. Le totalitarisme, disait-il, est une structure indépendante de ses contenus. Ariane Bilheran complète: c'est une maladie de l'idée, non une idée en soi. Une régression de l'âme, ajouterais-je après l'avoir lue. Plutôt que de fouiller dans les manifestes inhumains des années 30 ou leurs prolongements transhumains de ces derniers semestres, Ariane Bilheran se penche



sur notre douleur d'être au monde, tous autant que nous sommes, et la manière dont la communauté soigne ou au contraire attise cette angoisse. C'est un gouffre où peu ont osé plonger leur regard, soit par manque de connaissance, soit par manque d'empathie. Car le totalitarisme, ce n'est pas «eux» — les Allemands, les Soviétiques, les Chinois — c'est nous, nous tous, sitôt que nous nous sentons nus et exposés et que nous rêvons de retourner à la Matrice (et nul besoin des calembours lacaniens pour saisir à quel point la fameuse saga *Matrix* nous renvoie à la chaleur utérine quand elle prétend parler d'algorithmes).

«L'idéologie, ou discours délirant, est donc [un] pansement de fortune collé sur la blessure traumatique», écrit Ariane Bilheran au début de son itinéraire, et l'on n'imagine pas à quelle profondeur de pensée et d'être cette *thaumaturgie* va nous mener. Qu'est-ce que le mal totalitaire, en fin de compte, sinon un refus d'incarnation?

«Or, la promesse des systèmes totalitaires est toujours, en filigrane, de nous faire régresser (moyennant certaines conditions) à cet endroit de prise en charge totale par l'autre, à l'endroit de ce cocon absolu.»

Personne n'avait emprunté, à ma connaissance, ce sentier-là. Personne dans les livres et les discours, mais quelques poètes peut-être. Ainsi cet hymne qu'on peut entendre dans le

Mur, de Pink Floyd, et qui semble comme le *Coda* musical de ce livre:

Chut, mon petit, ne pleure plus:
Maman réalisera tous tes cauchemars,
Maman t'infusera toutes ses peurs,
Maman te gardera là, sous son aile,
Elle ne te laissera pas t'envoler,
Mais te laissera peut-être chanter.
Maman gardera bébé bien au chaud...
(*Mother*)

— • —

Enfin, bouclons la boucle et revenons-en au début. Dès ses premières esquisses sur ce thème, Ariane a parlé de la place du témoin, et aussi du rôle de la charité comme antidote à cette glaciation. Ce livre, quoique savant et distancié, est à lire, voire entendre, comme une confession et une conversation accompagnant notre route. Ceux qu'il libère — car il est libérateur — deviennent à leur tour des témoins. Comme les soldats sont protégés de la peur — et des coups — par la geste des héros anciens.

«Si quelques personnes peuvent éventuellement être épargnées, ce sont celles que le système totalitaire craint. Et qui craint-il? Celles qui ne le craignent pas. Les fidèles serviteurs ou les laquais du régime sont en revanche des cibles de choix, tout autant méprisées qu'elles auront activement collaboré.»

- Le livre: Ariane Bilheran, *Psychopathologie du totalitarisme*, Préfaces de Vera Sharav et Slobodan Despot, éd. Guy Trédaniel, septembre 2023.

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 10 au 16 septembre 2023

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Arroseuse arrosée. Marianna Spring est l'«experte en désinformation» et «fact-checkeuse en chef» de la BBC. Elle aurait peut-être dû commencer par fact-checker... son propre CV! La voici pincée en flagrant délit d'affabulation professionnelle. Pour essayer de décrocher un poste, elle y prétend avoir travaillé en Russie «aux côtés de la correspondante de la BBC Sarah Rainsford, pour couvrir la "perception de la Russie" lors de la Coupe du monde de football de 2018». À cause de ce petit mensonge, Marianna a été rejetée par la rédaction qu'elle essayait d'enfumer à l'époque. La vénérable BBC aura été moins regardante... Désormais Marianna y censure les mensonges, vrais ou imaginaires, des «complotistes».

Trashion Week. La haute couture... quelle élégance! quelle invention! Le public de la Fashion Week de New York a été époustouflé par ce modèle simplement vêtu d'une soutane semi-transparente... avant que la sécurité s'aperçoive qu'il s'agissait d'un imposteur affublé d'un sac poubelle. Gageons que, une fois l'agitation passée, Balenciaga reprendra le concept pour *designer* l'imperméable *must have* des dindes-et-dindons branché.e.s.

Foin de politesses. Cette semaine, tout le gratin otanien s'est pressé à Kiev. Sans doute pour annoncer des nouvelles un peu... délicates. Cela n'a pas mis les officiels ukrainiens de bonne humeur. En conférence de presse avec Mme Baerbock, le ministre Kuleba s'est montré à tout le moins... abrupt. Comme la ministre allemande émettait quelques réserves sur la livraison de missiles à longue portée Taurus, Kuleba l'a férocelement remise en place: «Vous finirez par les livrer de toute façon. Alors pourquoi

perdre du temps?» On ne pouvait signifier plus crûment aux Allemands leur statut d'obséquieux laquais.

Gynéco incorrect. A chaque jour qui passe, nous nous enfonçons dans une tragicomédie de plus en plus... *montypythonesque*. Voici qu'un gynécologue de Pau est attaqué en justice pour avoir refusé d'examiner une femme trans. «Je n'ai aucune compétence pour m'occuper des hommes, même s'ils se sont rasé la barbe et viennent dire à ma secrétaire qu'ils sont devenus femmes», a répondu le Dr Victor Acharian. On pourrait difficilement lui donner tort, sur le plan... organique. Sur le plan idéologique, en revanche, c'est l'hérésie absolue! L'association SOS Homophobie lui monte déjà son bûcher. Ainsi, plus aucun spécialiste des cavités n'osera refuser d'examiner les promontoires...

Armée light. La glorieuse armée américaine ne serait pas capable aujourd'hui d'endurer un conflit de haute intensité. Elle y laisserait probablement quelque 3600 hommes/femmes/autres par jour. Or la réserve apte au combat, qui était de 700 000 hommes en 1973, est réduite pratiquement au dixième, avec 76 000 hommes/femmes/autres. De plus, son organisation stratégique elle-même, au vu de l'«environnement opérationnel contemporain», est arrivée «au point d'obsolescence». Tout ceci ne sont pas les moqueries sardoniques d'un troll russe, mais les conclusions d'une étude du US Army War College, l'académie militaire américaine, inspirées par les leçons de la guerre d'Ukraine.

«À titre de comparaison, les États-Unis ont perdu environ 50 000 soldats en deux décennies de combats en Irak et en Afghanistan. Lors d'opérations de combat à grande échelle, les États-Unis pourraient subir les mêmes pertes en deux semaines.»

i-Vaudou. Ne manquez pas ce clip proprement délirant en provenance de la

Silicon Valley. On y voit le conseil d'administration *in corpore* d'Apple se faire remonter les bretelles... par Mère Nature en personne. Nous découvrons que la divinité est grosse, noire et mal lunée, que les «hommes» de chez Apple ressemblent plutôt à des panais et que ces gens, dans l'ensemble, sont complètement tapés du ciboulot. Ils proposent en effet, pour apaiser la colère de la Patronne, de «retirer tout le carbone de l'atmosphère». En d'autres mots, de faire cesser toute vie sur terre!

Changement d'air. Pendant que la France s'empêtrait dans sa polémique sur l'abaya, l'Arabie Saoudite corrigeait discrètement son orbite culturelle. La nouvelle a été peu commentée ces derniers jours, elle est pourtant historique. Le Royaume de Saoud ouvre un premier conservatoire de musique aligné sur les critères internationaux les plus élevés en la matière. Le directeur exécutif de la Maison de la Musique de Riyad, Moataz al-Shabanah, a souligné que «le programme

contribuera à la diffusion de la culture musicale, qui est un langage universel et un canal pour construire des ponts de communication avec d'autres cultures».

Auto-sabotage. Quelqu'un a bien fini par se réveiller... ou par oser dire ce que tout le monde sait, mais passe sous silence. En se convertissant au «tout électrique», les constructeurs automobiles européens remettent le marché mondial, clefs en main, à la Chine! Parole du patron de BMW!

«Si l'Union européenne met en œuvre son projet d'interdire les voitures à essence, "le segment de marché des voitures de base disparaîtra ou ne sera pas pris en charge par les constructeurs européens", a déclaré M. Zipse au *Financial Times*. Il a fait un clin d'œil aux ambitions mondiales des fabricants chinois de VE, qui peuvent produire des voitures à bas prix grâce à des coûts d'énergie et de main-d'œuvre moins élevés, ainsi qu'à des chaînes d'approvisionnement étendues.»

Pain de méninges

QUESTION D'ATTITUDE

La civilisation et tout ce qui s'y rapporte n'est pas un apprentissage, mais une attitude. Une manière de vivre qui s'oriente vers ce qui paraît la solution la plus aisée. Elle procure une protection qui paraît fiable et invente des accords qui dissipent la peur. Ce n'est pas le confort ni la sécurité matérielle, car il suffirait alors d'une muraille épaisse, d'habits chauds, d'un grenier et d'armes. Mais avec l'acquisition d'un foyer vient aussi un regard sur le monde, et l'homme ne se retranche pas seulement dans une pièce bien chaude, mais encore dans l'univers tiède de ses pensées. S'il perd le lien avec la nature brute, ce n'est pas encore un grand malheur, mais il est impossible de rompre ce lien sans que l'homme perde en même temps cela sans quoi l'existence n'a pas de sens. L'important est que tout paraisse autre que ce ne l'est. Surtout ce qui permet de somnoler agréablement.

— Béla Hamvas, *Scientia Sacra*, II, I, 9.

INTERDICTION

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPREND

Défense de fumer